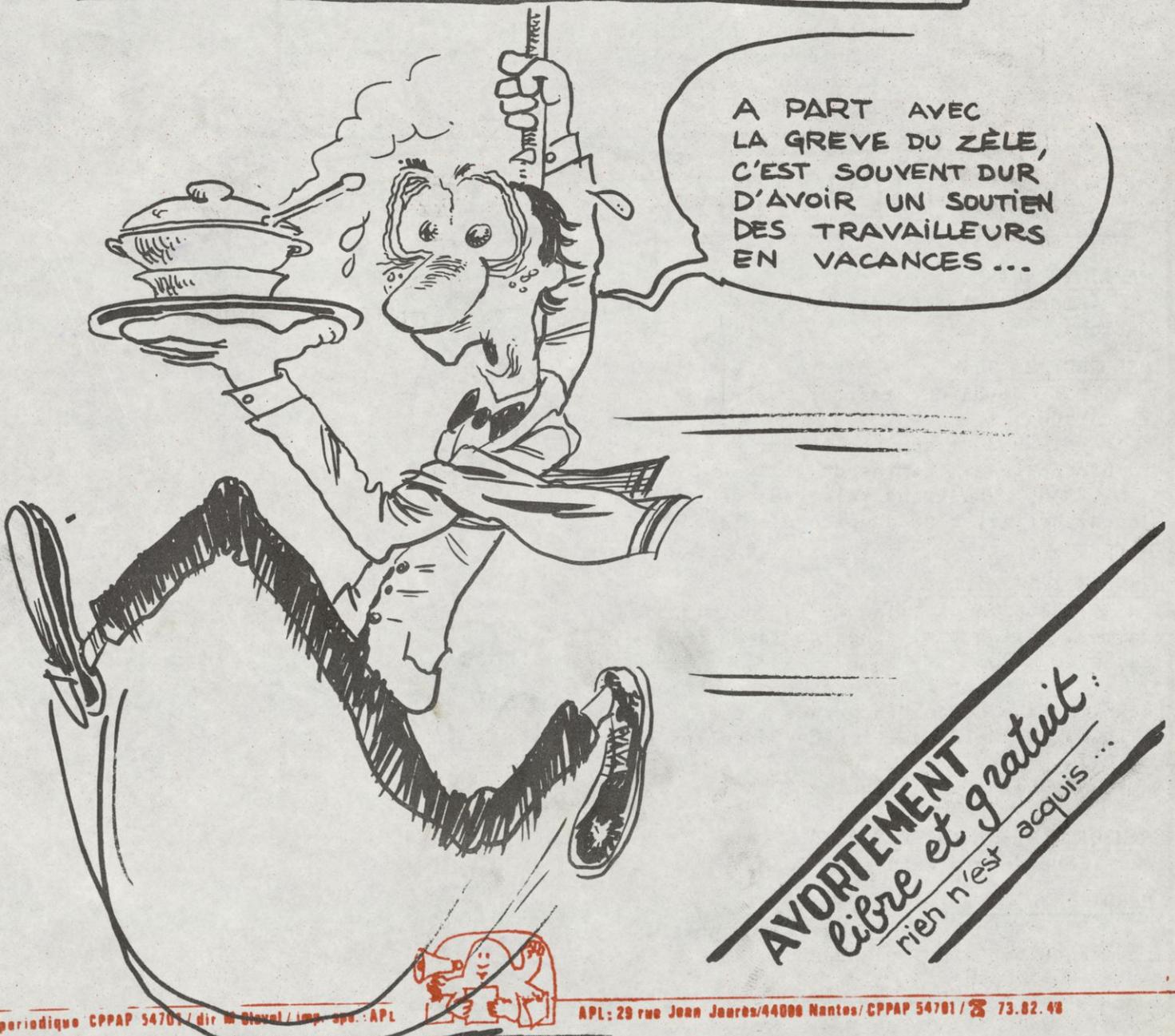


## **travailleurs saisonniers: SUREXPLOITÉS!**



A PART AVEC  
LA GREVE DU ZÈLE,  
C'EST SOUVENT DUR  
D'AVOIR UN SOUTIEN  
DES TRAVAILLEURS  
EN VACANCES ...

**AVORTEMENT**  
*libre et gratuit:*  
rien n'est acquis ...



# SOMMAIRE

## NUCLEAIRE

- Saint Jean de Boiseau..... P. 2  
Les comités de Basse Loire interpellent le P.S..... P. 3-4  
Le Pellerin : les événements de la semaine..... P. 4-5  
Les déboires de l'EDF avec l'opinion publique..... P. 6

## FEMMES

- Avortement : on va toujours en Angleterre..... P. 7

## OUVRIERS

- Perdre sa vie à la gagner..... P. 8

## SANTE

- Quand la pharmacie prend le train.... P. 9-10

## PRESSE

- Débat : "Pouvoirs et information".... P. 11  
Dates de parution de l'APL cet été... P. 11

## PAYSANS

- Agriculture biologique, pourquoi pas? P. 12 à 15

## INTERNATIONAL

- Chili : grève de la faim au siège des Nations Unies à Santiago..... P. 16  
Témoignage sur la renaissance de la C.N.T. Espagnole..... P. 17 à 20

# CALENDRIER

## MARDI 28 JUIN

Amphi de la fac de droit : Quarteto Cedron.

## MERCREDI 29 JUIN

MJEP de Saint Nazaire, boulevard Victor Hugo :  
- 14 H 30 : spectacle pour enfants "Jobic et les 7 chemins de l'Ankou".  
21 H : "Le grand Valet" de Pierre Jacez Hélias, sous chapiteau place Marceau.

## VENDREDI 1 JUILLET

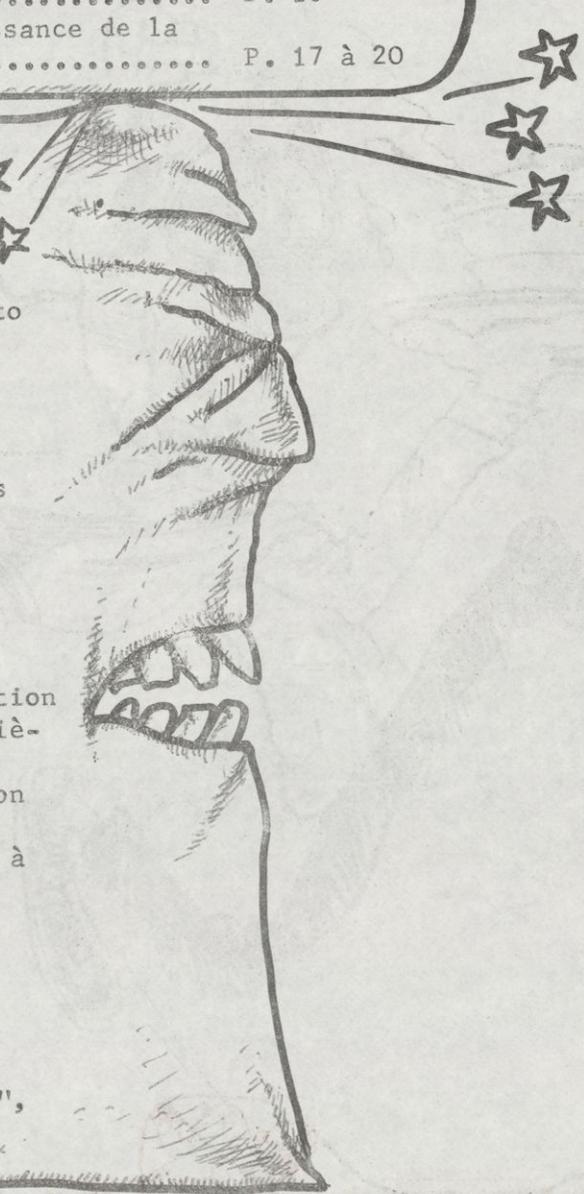
- Réunion de bilan de la coordination femmes. Maison des jeunes de la Géraudières à 20 H 30.  
- débat sur l'armée avec projection d'un montage diapo "la grande muette" à la MJC de Saint Jullien de Concelles à 20 H 30.  
- Névénoé : théâtréquipe 20 H 30.

## SAMEDI 2 ET DIMANCHE 3 JUILLET

Fête du vin Naturel à Pontivy.

## MARDI 5 JUILLET

"Noces chez les petites bourgeois", théâtréquipe (pièce de Brecht). 21 H.



NUCLEAIRE

SAINT JEAN  
DE BOISEAU

Vendredi 17 juin, l'après-midi, une importante délégation du Parti socialiste en congrès National à Nantes, est venue déposer une motion au Registre d'enquête d'utilité publique ouvert en Mairie de Saint Jean de Boiseau.

Monsieur Camille DURAND, maire de St Jean de Boiseau accompagnait cette délégation, composée des personnalités suivantes /

M. Christian MORA, délégué national à l'énergie du P.S. et membre du Comité Directeur ;

M. Jean LE GARREC, délégué national pour les travailleurs immigrés ;

M. Robert CHAPUIS, délégué national du P.S. pour la politique industrielle ;

M. Henry SABY membre du comité Directeur du P.S.

M. André CORMON, premier secrétaire du Cher ;

M. Jean POPUREN, secrétaire national, député du Rhône ;

M. Jean Marc AYRAULT, conseiller général et maire de Saint Herblain ;

M. Michel BEREGOVOY, membre du comité directeur ;

Mme Thérèse AURIEL, membre de la Commission Exécutive Fédérale de Paris ;

M. Marion VERGER de HAN, membre de la commission exécutive Fédérale ;

M. Bernard DREVILLON, de la commission Energie du P.S. ;

M. Georges MORILLON, secrétaire général ;

M. Alain VERGER, adjoint au maire de Préfailles ;

M. Gilles LEGO, de la section de Vannes ;

M. Roger DOUX, membre du Bureau de section ;

M. François NAUD, rédacteur en chef de Ouest-Unité.



La motion déposée sur le registre d'enquête rappelle la position prise par le parti socialiste et insiste sur la demande d'un sursis à l'exécution de l'implantation d'une centrale nucléaire sur le site du Pellerin.

Elle dénonce l'absence d'information et le débat démocratique, dans le pays.

Les signataires rappellent les propositions du Parti Socialiste, concernant le vote par le Parlement d'une loi nucléaire ainsi que la prise en considération des solutions à apporter au problème de la sécurité et de l'environnement.

Cette importante motion a été inscrite sur le registre d'enquête et signée par tous les membres composants cette délégation.

S'agissait-il d'effacer dans les mémoires l'opération de destruction du registre du Vendredi 10 juin ??

une délégation PS... MAIS



Pendant que le P.S. descendait à St Jean de Boiseau, la municipalité de La Montagne (commune sur laquelle se trouve l'arsenal d'Indret avec un millier d'ouvriers) a réaffirmé son refus total de participer à l'enquête d'utilité publique, en appelant toute la population à boycotter l'enquête.

Une pétition contre l'enquête est aussi proposée à la population.



## Les comités de basse-Loire interpellent le P.S.



A l'heure où le P.S. se réunit pour élaborer ses stratégies électorales en vue de la prise de pouvoir en 1978, la coordination des comités anti-nucléaires de la Basse Loire, consciente de l'écho que rencontrent de plus en plus leur analyse et leur action considère que le P.S. doit surtout se pencher sur les problèmes de fond et tient à l'interroger sur ses choix énergétiques.

Notre lutte n'est ni conjoncturelle ni liée exclusivement au projet d'implantation d'une centrale au Pellerin, elle n'est pas non plus irrationnelle comme le disent certains membres du P.S.

Elle est au contraire partie prenante du mouvement national anti-nucléaire qui s'amplifie inexorablement et qui est soutenu par de nombreux scientifiques (appel des 400 devenus plus de 4 000 scientifiques grenoblois et suisses opposés au surrégénérateur de Crys Malville etc...)

Nous ne sommes pas des "environnementalistes" uniquement préoccupés de préserver notre cadre de vie contre des risques de pollution thermique ou radioactive.

Nous remettons en cause de façon fondamentale non seulement les choix énergétiques nationaux, mais aussi la conception globale de la société actuelle.

Enfin, nous comptons parmi nous des militants du P.S. et des élus socialistes luttent avec nous sur la plupart des sites.

C'est pourquoi, nous nous étonnons de la raïeté et de la fragilité des propositions des signataires du programme commun et du P.S. en particulier concernant les problèmes de choix énergétiques et de production d'énergie nucléaire.

Pour nous, une société nucléaire et une société autogérée sont

incompatibles :

- 1 -

Au niveau politique, car de par les technologies délicates utilisées, les dangers des combustibles radioactifs et l'importance de l'enjeu au niveau international, une société qui choisit l'énergie nucléaire ne peut être que centralisée, répressive.

On le voit déjà aujourd'hui.

- 2 -

Au niveau économique, car le choix du nucléaire entraîne nécessairement le renforcement du capitalisme sauvage, de la croissance effrénée et de la loi du profit véritable course au suicide de notre société.

- 3 -

Au niveau militaire, car le développement des usines de retraitement des combustibles irradiés et la multiplication des surrégénérateurs entraînera la dissémination des armements nucléaires contre laquelle le programme commun s'est prononcé.

- 4 -

Au niveau social, la société nucléaire nécessite des moyens de production gigantesques et concentrés, alors que la société autogestionnaire tend vers la décentralisation et la diversification.

Nous nous interrogeons en outre avec inquiétude sur l'attitude qu'adoptera le P.S. concernant les problèmes quand il accèdera au pouvoir dans quelques mois : car s'il continue le développement du programme énergétique nucléaire actuel, il faudra qu'il passe outre l'avis de la population dont l'opposition va s'amplifier considérablement d'ici la fin de l'année.

Il lui faudra donc imposer son choix et renier la société autogestionnaire qu'il nous promet.

Où alors, ne voulant pas tromper l'espérance du peuple qu'il a porté au pouvoir, il sera amené à présenter un plan de régression de l'industrie nucléaire et à formuler un programme cohérent et durable de développement des sources d'énergie traditionnelles et nouvelles, et de lutte contre le gaspillage.

Mais alors, pourquoi ne le présente-t-il pas dès maintenant ?

Et dans ce cas, quelle sera l'attitude du P.S. par rapport aux positions du P.C. dans le cadre du programme commun ?

En conséquence, nous ne vous demandons pas aujourd'hui de prendre position uniquement contre la répression dont nous sommes victimes.

De plus, un soutien à notre lutte contre l'implantation de la centrale nucléaire du Pellerin doit nécessairement impliquer un refus de l'industrie nucléaire et un soutien à l'ensemble du mouvement anti-nucléaire.

Nous vous demandons de prendre position sans ambiguïté contre l'industrie liée à la société de profit, sinon

nous ne pouvons plus espérer en une société socialiste et autogestionnaire comme vous le promettez.

En outre, la coordination exige que le P.S. publie un programme énergétique réaliste et précis qui ne mette pas en équation un mieux-être factive et la vie des générations futures en utilisant les centrales nucléaires.

Cette motion a été présentée et remise à Madame C. MORA responsable du secteur énergie pour le P.S. devant les maires de St Jean de Boiseau et de Couéron, par une délégation de la coordination des comités d'environnements de la Basse Loire, reçue le samedi 18 juin vers 18 heures, lors du congrès national du P.S.

Les gars qui sont allés porter la motion au P.S ont eu le loisir de découvrir dans un coin, un stand de la Croix Rouge... ça les a intéressé parce que pour l'organisation de la fête au Pellerin, la Croix Rouge avait refusé ses services... parce qu'elle est apolitique. Or, le stand de la Croix Rouge s'est bien tenu au Pellerin, mais ceux qui ont eu l'audace d'aller le tenir ont été vidés de la Croix Rouge. Un stand était tranquillement installé au congrès du P.S. Conclusion : Le P.S. est apolitique.

## LE PELLERIN

Dans la nuit de dimanche à lundi des machines agricoles ont complètement bloqué l'accès à la place de l'église.

La mairie annexe s'est donc installée sur la place du champ de foire (pas très loin de chez Rondineau propriétaire-expulseur des Mouillé), place également où entrent et sortent les pompiers..

En premier lieu, les forces de l'ordre s'installent vers la balance à bestiaux.

Ils n'ont pas été vraiment tranquilles ce jour là... les paysans ont eu bien des bêtes à peser...

Mercredi matin, deux tonnes de lisier de purin sont déposées à leur emplacement.

A 6 H les pompiers sont les



les premiers à se plaindre à cause du danger de la bouse glissante.

D'autres se sont plaints. La bouse remue les entrailles du mépris.

Une femme sortant de la mairie parle ainsi à l'adresse du piquet de garde : "C'est ça des écologistes, qui vont étaler les microbes ! bande de cochons !"

Il faut dire que Mme Fabre n'est pas n'importe qui, femme de Mr Je-suis-le-responsable-du-GIE-(groupe d'intérêts économiques en Maine et Loire), -je-possède-100-ha-en-Bordelais où-j'emploie-des-gens-pour-exploiter.

Comprenez-moi, je ne touche pas souvent la merde et je suis pronucléaire si ça me rapporte.

Ca n'a pas plus là bas à la Mairie, le purin, n'a pas été populaire au Pellerin.

Mercredi après-midi, une délégation des 14 organisations du Pellerin devait rencontrer le sous-préfet.

Le comité de défense de l'environnement a refusé de participer à cette mascarade. C'est la seule des 14 organisations.

Finalement, c'est une délégation sous le sceau du P.C. qui est allé à la Préfecture se faire foutre de sa gueule.

Le sous-préfet a tout refusé, y compris les 1 426 pétitions. Depuis, les organisations semblent se retrouver pour préparer une action.

jeudi, une voiture sono est passée dans toute la commune pour appeler la population à venir signer un cahier contre l'enquête et la centrale.

C'est la municipalité qui organise, vendredi de 17 H à 22 H et samedi de 8 H à 12 H, à la Mairie.

Le Conseil ira porter ça au Préfet.

Ils semble que la population se déplace massivement pour venir signer.

De son côté, la Mairie annexe est toujours désertée.



De l'E.D.F. des bruits courent que des travaux commenceraient début juillet donc avant la fin de l'enquête, sur le site de la centrale.

D'ailleurs une R 5 blanche de l' EDF a déjà été repérée.

LES FUCS M'ONT DEMANDÉ DE VENIR CONDUIRE UN BULLDOZER DU CHANTIER MAIS J'AI REFUSÉ! ON A SES IDÉES...



## COUERON

Le comité de Couéron a rencontré la municipalité en leur disant : "ou bien vous empêchez l'enquête de rentrer ou bien c'est nous qui le faisons mardi matin".

Lundi matin à 9 H les élus socialistes - 4 - étaient là pour empêcher l'enquête de rentrer en Mairie.

Elle se retrouve donc dans une mairie annexe-estafette. Des bombages, peintures, ont beaucoup couvert les murs, routes, parkings des alentours de la mairie.

Le comité de Couéron lance une pétition qu'il va faire signer dans toutes les familles (6 000) contre l'enquête d'utilité publique.

Les U.D. CFDT, CGT et les CST et CSCV de leur côté lancent une pétition contre l'implantation de la centrale qu'elles font faire signer sur les marchés, mais pas un mot sur l'enquête.

La CFDT défend le développement des tranches 1 - 2 - 3 de la centrale thermique classique de Cordemais demande l'ouverture de deux tranches nouvelles.

## NANTES

Les élus n'ont rien trouvé de mieux que de demander quelques heures d'ouverture de plus pour cette enquête dont personne ne veut.



# LES DÉBOIRES DE L'E.D.F.

## AVEC L'OPINION PUBLIQUE

On sait que périodiquement, L'EDF fait procéder à des sondages dans l'opinion publique pour "suivre la cote de l'énergie nucléaire" ; PSU-BRETAGNE en rend compte régulièrement. Le dernier en date que la presse nationale paraît négliger (on va comprendre pourquoi) trouve ici quelques uns de ses échos les plus significatifs.

■ **Question** : Sur l'ensemble des huit sources d'énergie (solaire, nucléaire, hydraulique, marée, géothermique, charbon, mazout, gaz), quel est à votre avis celui qu'il faut développer ?

**Réponse** : L'énergie solaire avait la faveur de 35 % des Français en aout 74, elle a aujourd'hui (Janvier 77) celle de 55 % des français.

L'énergie nucléaire dans le même temps, perd de plus en plus de son crédit, elle passe De 24 % à 10 %.

■ **Question** : L'implantation d'une centrale nucléaire dans votre région a-t-elle plutôt des inconvénients ou plutôt des avantages pour cette région ?

**Réponse** : Ceux qui estiment qu'elle présente des avantages passent de 52 % à 32 %, de aout 74 à janvier 77.

Ceux qui estiment qu'elle présente des inconvénients passent de 28 % à 46 % pendant la même période.

■ **La question de confiance**

Etes vous favorable ou défavorable au développement de l'énergie nucléaire ?

**Très favorable** : Aout 74 : 31 % ,  
janvier 77 : 11 %

**Très défavorable** : Aout 74 : 6 % ;  
Janvier 77 : 18 %

Alors l'EDF s'affole, laissons-lui la parole :

"Les partisans du nucléaire restent plus nombreux que les opposants (41 %) ; néanmoins l'écart entre

les deux tendances continue à se resserrer (en juin 76 : 53 % et 38 %).

Parallèlement, les français doutent de plus en plus que le développement du nucléaire conduise à une amélioration des conditions de vie (environnement, confort), si ce n'est en ce qui concerne le prix de l'énergie".

Elle poursuit :

" Une certaine dégradation de l'opinion vis-à-vis des centrales nucléaires s'observe depuis le dernier sondage.

- Les Français sont de plus en plus enclins à penser que l'énergie nucléaire est dangereuse et polluante (respectivement 77 % et 60 % des interviewés partagent cette opinion).

- Les motifs de crainte demeurent l'accumulation des déchets et surtout le risque d'accident mettant en danger les populations, qui est un risque nettement plus ressenti qu'en juin 76."

Morale de l'histoire :

Nous sommes (les anti-nucléaires) sur la bonne voie...

Extrait Combat Socialiste.



# AVORTEMENT

*on va toujours en Angleterre !...*



Une trentaine de femmes ont envahi la maternité vendredi.

Distribution de ce tract (cf ci-dessous), dans tous les services de la maternité : CHU, et restaurant du personnel.

Depuis fin Mai, le centre d'Orthogénie de NANTES fait passer le nombre d'avortements de 18 à 9 par jour. De plus, celui-ci n'applique pas la loi Veil, déjà restrictive ; celle-ci prévoyait un délai de 12 semaines après la date des dernières règles, à St Jacques, ce délai est ramené à 8 semaines.

## *Pourquoi ?*

- Demandes croissantes d'avortements.
- Effectifs du centre restant le même, il est insuffisant pour le déroulement de l'IVG dans des conditions psychologiques et techniques satisfaisantes, c'est pourquoi nous soutenons la lutte du personnel.
- Les locaux se limitent à deux salles.
- Un seul centre régional.

Nantes

*la loi Veil n'a donc pas les moyens concrets d'être appliquée*

NOUS EXIGEONS :

- L'ouverture de nouveaux centres d'orthogénie à NANTES, Chateaubriand, Ancenis, pour que les femmes y compris les mineures et les immigrées, n'aient plus comme solution l'Angleterre (1 600 F) ou les "adresses habituelles".
- L'installation dans chaque centre de salles de réanimation-anesthésie pour répondre à toutes les conditions de sé-

curité et pour satisfaire la demande des femmes qui l'exigeraient ; dans certains cas difficiles, le CHU refuse de recevoir les femmes qui viennent de "l'Arvotoir".

- Dans chaque centre une information réelle sur la contraception.

Nous refusons cette loi de classe que nous a concédé le gouvernement pour 5 ans, prenant une fois encore les femmes pour des mineures.

Nous refusons les multiples restrictions de la loi :

- Non remboursement par la Sécurité Sociale,
- Refus d'avorter les immigrées et les mineures (sans l'accord des parents).
- Entretien de dissuasion.
- Clause de conscience des médecins qui leur permet de refuser l'avortement.
- Isolement des femmes face au pouvoir médical.

## *Femmes, nous exigeons*

- L'abrogation de la Loi 1920,
- La gratuité totale de l'avortement et de la contraception.
- Le choix pour les femmes de décider de leur méthode d'avortement.
- Le contrôle des femmes sur les moyens contraceptifs, en particulier diffusion de l'information, quartiers, lieux de travail, maternités, établissements scolaires, PMI...
- La prise en charge collective de l'avortement, de la contraception et de la maternité pour ne pas déléguer à une minorité d'experts le pouvoir sur notre corps.
- Un réel programme de recherche sur les moyens contraceptifs.

*nous pensons*

Que la contraception n'est pas en soi l'instrument de libération des femmes mais qu'elle introduit la possibilité pour nous de contrôler notre corps, de dégager notre viesexuelles des maternités non-consenties.



Coordination des Groupes Femmes

# Perdre sa vie à la gagner

Pendant les vacances d'été, des jeunes scolaires, étudiants, chômeurs du monde rural travaillent ; font la saison à l'intérieur du pays ou sur les côtes.

Tout l'été le M.R.J.C. rencontre des jeunes travailleurs saisonniers lors des permanences qu'il organise.

En 1976, Le M.R.J.C. a lancé une enquête sur leur situation et leur condition de travailleurs : 219 scolaires ou chômeurs ont répondu.

25 % n'ont pas 24 heures consécutives de repos par semaine ;  
52 % font plus de 40 H par semaine, dont 22 % plus de 50 H ;  
40 % travaillent plus d'un mois et demi ;  
Parmi les 14 - 15 ans : 1/3 fait plus de 40 H, travaille plus d'un mois et demi, et n'a pas 24 H consécutives de repos hebdomadaire.

Tout cela pose des questions :

QUEL REPOS ont les scolaires pendant les vacances ?

QUELLES SONT LES CONSEQUENCES ?

- Sur la santé, à partir du 15 août, beaucoup de jeunes ont besoin de médicaments pour tenir le coup.

- Sur la vie scolaire : faut-il perdre le premier trimestre pour récupérer ?

Ils cherchent à gagner de l'argent :

- Soit pour payer leurs études,  
- Soit pour avoir un peu d'argent de poche.

Mais à quel prix.... LA SANTE ?...



Les jeunes travailleurs saisonniers peuvent exiger la reconnaissance des droits de tous les travailleurs :

- Un contrat de travail,
- Un bulletin de salaire,
- Un salaire minimum au SMIC,
- La déclaration à la sécurité sociale.

Et pour des conditions de vie et de travail décentes :

- 24 Heures consécutives de repos par semaine,
- UN MOIS de repos pour les scolaires.

Pour cela, les jeunes travailleurs doivent S'ORGANISER :

En s'informant de leurs droits avant et pendant la saison, en rencontrant d'autres saisonniers.

Les jeunes du M.R.J.C. proposent des rencontres d'information avec un montage audio-visuel pour les jeunes et leurs parents.

Ils proposent aussi de se signaler pendant TOUT L'ETE aux permanences qu'ils organisent cet été sur les côtes, autour des grandes villes et dans le Vignoble.

EN JUILLET - AOUT

Permanences :

- COTE NORD : Ecole Ste Marie  
rue de la Prévôtée  
44350 GUERANDE
- CODE SUD : 11, Bd de l'Océan  
STE MARIE/MER - 44210 PORNIC
- A NANTES : Le jeudi après 18 H 30,  
1, rue Lorette de la  
Refoulais  
44041 NANTES CEDEX

D'autres permanences ont lieu à Ste Pazzanne, Chateaubriant, Ancenis et pendant les vendanges au Pallet.

M. R. J. C.

# QUAND LA PHARMACIE PRENDRAIT LE TRAIN

Assurés sociaux, travailleurs, le gouvernement et le patronat recherchent par tous les moyens à vous culpabiliser par rapport à vos dépenses concernant votre santé.

En essayant de démontrer qu'il est indispensable de faire des choix dans les remboursements en fonction des origines, des risques, ils tentent, par tous les moyens, de faire avaliser leurs perspectives :

- Démanteler la Sécurité Sociale,
- Instituer une médecine de riches, une médecine de pauvres.

Le train forum que l'industrie pharmaceutique présente depuis la mi-avril dans une suite de villes de France et qui était à NANTES les 24 et 25 juin, s'inscrit en droite ligne dans cet objectif.

## Pourquoi les trusts pharmaceutiques font-ils de la Publicité ?

Aucun d'entre nous ne prend des médicaments par plaisir. Mais pourtant cette opération du train forum coute 2,5 millions de francs, les frais de publicité des industries pharmaceutiques se montent à 17 % du chiffre d'affaires (conférences, revues, séminaires, voyages, gadgets, etc).

La publicité sert tout à simplement à augmenter les profits des trusts pharmaceutiques, pour ces industries le médicament est un produit comme un autre qu'il faut vendre à tout prix.

## L'Industrie Pharmaceutique sert-elle vraiment La RECHERCHE ?

"L'industrie pharmaceutique sert la recherche". Tel est un des arguments avancés.

C'EST FAUX. seulement 8 % du Chiffre d'affaire sert à la recherche dont moins de la moitié sert effectivement à la recherche thérapeutique et à la recherche fon-

damentale, le reste c'est de la recherche publicitaire (couleur, goût, emballage, fausse innovation...).

L'industrie pharmaceutique ne s'auto-finance pas ; elle dégage ses profits sur le dos de la Sécurité Sociale. Elle vole les travailleurs et la Sécurité Sociale.

## Pour une véritable politique de la SANTÉ

### *nationalisation des industries pharmaceutiques*

Les organisations signataires de ce tract réclament :

- La nationalisation des industries pharmaceutiques ,
- La création d'un comité national de la recherche.

pour éviter le gaspillage, la concurrence stérile et orienter les recherches à partir des besoins de santé de la population et non pas à partir des marchés possibles.

### *pour une amélioration des conditions de vie*

La prévention vaut mieux que la réparation, si le médicament est nécessaire, il joue souvent un rôle de drogue pour pallier la fatigue due aux mauvaises conditions de vie (conditions de travail, mauvais logement, circulation, etc...).

C'est pourquoi, il apparait plus important aux organisations signataires de :

- S'attaquer aux causes,
- Promouvoir une politique de santé préventive,

par la lutte contre :

- Les accidents du travail,

- Les maladies professionnelles,
- La pollution de l'air et de l'eau,
- etc...

### pour une véritable sécurité sociale

Pour les organisations signataires, une telle opération est une véritable provocation, au moment où le système de protection sociale est démantelé ; au moment où les conséquences du Plan BARRE se font le plus sentir sur les familles de travailleurs (blocage des salaires, réductions d'horaires, licenciements).

Elles revendiquent :

un véritable système de sécurité sociale couvrant l'ensemble des risques sociaux, géré par les représentants des travailleurs.

LE ROLE DU MEDICAMENT NE DOIT PAS FAIRE L'OBJET DE CAMPAGNES PUBLICITAIRES DESTINEES A AUGMENTER LES PROFITS DE CEUX QUI FONT DE LA MALADIE UNE SOURCE DE RICHESSE.

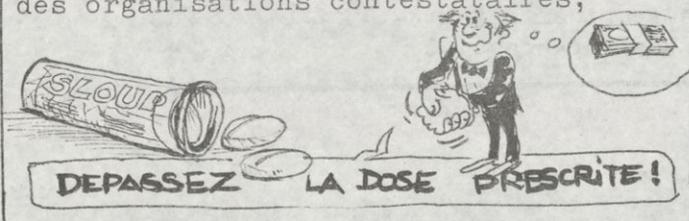
C.G.T. - CFDT - FEN - CSCV - SMG -  
MUTUALITE - PSU - VIE LIBRE - FNMIP -

## le ronron idéologique du train train pharmaceutique.

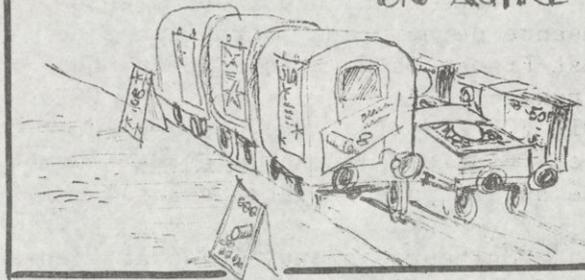
En guise de portes ouvertes, le train pharmaceutique était garé dans un cul de sac où ne se sont perdus que quelques conservateurs endurcis et hypocrites réactionnaires qui pullulent chez les professionnels de la Santé ; les médecins, pharmaciens, visiteurs médicaux et autres industriels pharmaceutiques.

Dans ce train, où la chaleur était étouffante, les couleurs et les fluorescences abondaient, ça brillait, ça brillait ; mais pas même un argument valable de défense : on justifie par ici l'industrie pharmaceutique par l'augmentation de la longévité de 40 à 70 ans en un siècle (Ben non ! ils n'ont pas lu Illich encore...), et par là, l'existence et la prolifération de différentes spécialités pour un même médicament, par la libre concurrence. Rien d'original dans ce train... Les voleurs n'ont plus rien à dire !

Devant la gare, par contre, se tenait, illustrée de panneaux de papier, le cartel des organisations contestataires,



### UN TRAIN PEUT EN CACHER UN AUTRE



Ils étaient faciles à reconnaître les lécheurs du train quand ils passaient, noeud papillon au cou et attaché-case à la main ; dès qu'ils avaient pris le tract qu'on leur présentait ils faisaient la moue avant même de l'avoir lu.

En leur absence, des gens de passage s'arrêtaient nombreux devant nos panneaux et d'intéressantes discussions s'ébauchaient sur les besoins de Santé, sur les structures possibles et souhaitables pour les usagers ; des tas d'idées fusaient.

Le soir, le débat qui volait bas était d'avance acquis pour une salle de complet-vestons et robes de sortie, toujours que des professionnels de la Santé, (hormis les infirmiers, les aides - soignants, secrétaires médicales, assistantes sociales etc...)

Ils avaient raison d'ailleurs, car ce débat n'a jamais abordé ni la "maladie" ni les besoins de santé. Seule la trouille était présente dans les interventions, on a même vu les industriels de la table brandir le programme commun en mettant en garde contre la nationalisation des médecins ! Ils n'ont vraiment pas de chance, elle n'y est même pas inscrite.

Non vraiment rien à faire avec ces loups avides de profit. N'ayant rien à prendre à leur table il ne nous reste plus qu'à la renverser !

Correspondant APL

REUNION-DEBAT

# "LES POUVOIRS ET L'INFORMATION"

Samedi 19 juin, eut lieu une réunion débat sur "les pouvoirs et l'information" à l'initiative des syndicats de journalistes CGT et CFDT, avec deux journalistes licenciés : Duclos de Ouest France, (ce qui suscita une grève de plusieurs jours des rédacteurs de Ouest France) et Simonot du Monde (pour avoir dénoncé la main-mise du privé sur des firmes nationalisées de pétrole).

Cette réunion qui eut lieu en présence de nombreux journalistes de Ouest France et de Presse Océan, des responsables syndicaux des UD : CGT, CFDT, FO, FEN ainsi que des gens du PS et PC et des journalistes de l'Humanité aurait pu être intéressante.

Malheureusement, le débat s'en-glua dans des querelles de modification de structure (chaudes avant 78) entre les différentes organisations et n'alla pas au fond du problème des "pouvoirs et l'information".

Seul Simonot posa le problème dans sa conclusion :

1 - Tout pouvoir (politique, syndical etc...) se garde un domaine secret.

2 - Plus le pouvoir est autoritaire, plus le secret est grand, plus l'information est manipulée.

Mais, personne n'a été jusqu'à la conclusion : "le pouvoir populaire ne peut s'accomoder d'aucun secret" surtout pas Paysan, responsable P.S. de l'information, veut en même temps aider la presse et maintenir le secret dans les instances de pouvoir.

Corr. APL

P.S. (post Scriptum) : Est-ce dans une logique du secret que malgré des promesses répétées, le P.S. (Parti Socialiste) a refusé des cartes de presse à l'APL pour son congrès, se contentant de donner trois cartes d'auditeurs (c'est à dire de spectateurs passifs).

## LES VACANCES ET L'APL

Pour les mois de juillet et août, l'APL prend le rythme des vacances....

- |                              |  |
|------------------------------|--|
| <u>LUNDI 4 JUILLET</u>       | : les textes doivent arriver à 20 H Réunion à 21 Heures.   |
| <u>JEUDI 7 JUILLET</u>       | : Bulletin en vente.   |
| <u>LUNDI 18 JUILLET</u>      | : Apport et discussion des textes.   |
| <u>JEUDI 21 JUILLET</u>      | : Bulletin en vente.   |
| <u>LUNDI 1 AOÛT</u>          | : Réunion  |
| <u>JEUDI 4 AOÛT</u>          | : Sortie du bulletin.  |
| <u> VENDREDI 19 AOÛT</u>     | : Réunion  |
| <u>MARDI 23 AOÛT</u>         | : Sortie du bulletin.  |
| <u> VENDREDI 2 SEPTEMBRE</u> | : Réunion et reprise du rythme normal pour les semaines à venir.... C'est fini... les vacances.... |

# AGRICULTURE BIOLOGIQUE :

## POURQUOI PAS ?

L'Agriculture biologique, la protection de l'environnement, de la nature, la bouffe écologique, etc... toutes ces questions se retrouvent régulièrement à l'ordre du jour, surtout lors des élections ou de catastrophes.

MAIS QU'EST-CE QUE C'EST DONC QUE CETTE BIOLOGIE, CETTE ECOLOGIE, dont on parle beaucoup depuis quelques années et dont on se méfie encore sans trop savoir pourquoi ?

Une première chose est certaine : le temps où nous rejettions trop systématiquement ces "rêveurs", ces "utopistes" ces "rétrogrades", où nous en rigolions plus facilement que nous ne les écoutions est passé.

Le problème est posé. Les écologistes ont partiellement fait leurs preuves et sans pour cela vouloir s'y lancer les yeux fermés, nous avons certainement tous besoin de mieux connaître, de mieux comprendre.

C'est pourquoi nous présentons le point de vue d'un agro-écologiste convaincu et qualifié.

### solution marginale ou réelle possibilité ?

Les premiers débats qui ont pu avoir lieu ici et là dans des équipes Paysans-Travailleurs révèlent diverses interrogations et réflexions à ce sujet ; tout d'abord pour ceux qui se sont penchés un peu sur ce fait écologique, il nous faut reconnaître que du point de vue technique, l'agriculture biologique véritable, hormis peut-être certaines expériences totalement marginales, demande une véritable compétence et tient compte de certains facteurs trop facilement oubliés (équilibres naturels, acquis des anciens, etc...). Ce n'est certainement pas une solution de facilité.



Il est plus facile de combattre les mauvaises herbes avec des traitements chimiques, qu'en étudiant les assolements les associations de cultures ou par des interventions mécaniques.

Mais effectivement jusqu'à quand pourra-t-on continuer de cette façon ?

Utiliser toujours davantage de produits intermédiaires (produits de traitements, engrais, antibiotiques, etc...) pour arriver au même résultat quand ce n'est pas à une fragilité croissante des animaux par exemple !

Cependant dans les démarches des biologistes, certains aspects semblent ambigus, voire totalement absents.

### engagement écologique et syndicalisme

Est-il possible de concevoir une production agricole uniquement basée sur l'"agriculture biologique" ?

Qui pourrait être agriculteur demain si la porte de sortie que sont les élevages hors-sols pour certains agriculteurs est supprimée ?

Le choix d'une autre agriculture c'est-à-dire le refus de celle imposée par le système actuel, doit aussi s'accompagner logiquement d'une analyse de la situation économique et sociale des agriculteurs et par conséquent d'un engagement dans ce sens.

Pour nous P.T., c'est tout le circuit de production, transformation et commercialisation qui est à maîtriser. Il ne peut donc s'agir uniquement d'une maîtrise technique, mais aussi économique et politique.

Or il est regrettable de constater que l'idéologie conservatrice règne trop souvent dans les milieux agro-biologistes.

.../...

Dans le système actuel, l'agriculteur est un producteur, mais aussi un travailleur.

En tant que producteur, il doit bien sur essayer de ne pas produire n'importe quoi, n'importe comment, mais en fait, il est pour cela très limité.

En tant que travailleur, il doit revendiquer le juste paiement de son travail.

Au niveau de la consommation de produits "biologiques", "naturels", etc.. n'y-a-t-il pas là aussi un mythe, un snobisme, l'effet d'une mode "rétro", dont il faut se méfier ?

De toute façon, s'il apparait encore difficile de faire la part des choses, une grande question reste posée :

ACTUELLEMENT, JUSQU'A QUEL POINT L'AGRICULTEUR A-T-IL LE CHOIX ?

Voilà, le dossier mérite d'être ouvert et il l'est. Il demande certainement à être complété et fait appel aux éléments que maintenant chacun peut apporter.

DOSSIER PAYSANS-TRAVAILLEURS ILE ET VILAINE

## POINT DE VUE D'UN AGRO-ÉCOLOGISTE

### elle utilise des techniques précises

1 - Des apports d'engrais organiques (fumier, résidus de récoltes, etc) incorporés au sol après compostage (en tas ou en couches minces sur le sol).

2 - Des apports d'engrais minéraux naturels (poudres de roches, phosphates naturels, algues calcaires). Ces substances peuvent être, selon les cas, directement incorporés au sol, utilisées en pulvérisation foliaire, ou ajoutées au compost.

3 - Un travail du sol consistant en façons superficielles et éventuellement en sous-solages afin d'améliorer la structure du sol et favoriser son activité biologique. Les labours profonds avec retournement

sont bannis car ils enfouissent la couche superficielle du sol, siège de la vie microbienne aérobie.

4 - La pratique d'engrais verts et de prairies assolées à flore variée qui enrichissent et rééquilibrent le sol.

L'agriculture biologique réproouve l'emploi des produits chimiques de synthèse :

- engrais chimiques solubles qui déséquilibrent et affaiblissent les plantes, et ne sont pas nécessaires pour obtenir de hauts rendements.

- Traitements divers à base de produits chimiques souvent toxiques à long terme, trop souvent nécessaires à cause de l'affaiblissement des plantes, la destruction des équilibres naturels et aboutissant à la création de nouvelles souches résistantes.

- Antibiotiques, hormones et autres "aliments médicamenteux" utilisés en élevage.

La condamnation de l'utilisation de tous ces produits intermédiaires, témoins de l'industrialisation à outrance de l'agriculture moderne et donc source de profits pour ceux qui les produisent, explique peut-être le peu d'intérêts portés par la "science officielle" à l'agriculture biologique.

Si l'agriculture biologique ne prétend pas toujours arriver aux productions records de l'agriculture et de l'élevage industriels, elle permet cependant d'obtenir des rendements élevés, comparables à ceux des exploitations de structure analogue, utilisant les méthodes chimiques. L'agriculture biologique n'est pas un luxe !

elevage... pas d'hormones, des carottes



Son bilan énergétique le prouve, même si actuellement une grande partie de la distribution fait plus référence à la loi de l'offre et de la demande qu'au prix de revient.

Le luxe n'est-il pas plutôt dans l'agriculture industrialisée, grosse consommatrice de combustibles fossiles dont on commence à apercevoir l'épuisement ?

Actuellement, environ 5 000 agriculteurs pratiquent ce type d'agriculture en France, sur 100 000 ha. Elle permet donc d'en vivre aussi bien au aussi mal que l'agriculture classique.

## les faits sont là

2 033 200 agriculteurs en 1960.  
1 469 000 en 1972 ; 100 000 exploitations qui disparaissent chaque année.

Nécessité de produire toujours plus pour un revenu relativement constant et toujours en retard sur celui des autres catégories sociales en raison des prix unitaires des produits agricoles rendus bas par une surproduction chronique.

Nécessité par le fait même d'agrandir son exploitation ou de pratiquer des spéculations spéciales (élevage hors-sol), et obligatoirement de s'industrialiser pour réduire les frais de main-d'œuvre et augmenter au maximum les rendements à l'hectare.

Cette industrialisation se traduit par la monoculture, le machinisme, l'utilisation intensive, etc... et provoque ainsi une forte dépendance de l'agriculteur vis-à-vis de l'industriel et de la banque.

Elle entraîne également, la production en masse d'aliments de qualité douteuse, conduit à une dégradation grave de l'environnement naturel (remembrement abusif) et aboutit à un déséquilibre de toute la société (surconcentration urbaine).

## l'agriculture biologique peut-elle être considérée comme une solution valable ?

Il serait hasardeux de dire que l'agriculture biologique s'est montrée jusqu'à ce jour, particulièrement apte à résoudre concrètement les grands problèmes évoqués plus haut (déséquilibre de la société, dépendance de l'agriculteur, malnutrition, mauvaise qualité des aliments, etc...) ; ceci est dû à diverses raisons dont :

- L'opposition des milieux agronomiques officiels (opposition tantôt justifiée, tantôt de mauvaise foi, mais toujours systématique mis à part les efforts de dialogue constructifs de chercheurs isolés).

- Le manque de moyens dont disposent les agronomes et agriculteurs "écologistes" sérieux.

- Les côtés folkloriques ou malhonnêtes de certains propagandistes de l'agriculture biologique.

- Les motivations intéressées de certains commerçants en produits diététiques, mettant les aliments sains (quand il ne s'agit pas d'aliments classiques déguisés) hors de portée des petites bourses.

il ne reste pas moins qu'il existe également des réalisations concrètes qui prouvent qu'une agriculture écologique sérieuse est un puissant moyen de changement de société et de l'homme. Des agriculteurs et quelques agronomes pionniers ont démontré sur le terrain qu'on peut obtenir en agriculture des rendements raisonnables ou élevés en produits de haute qualité biologique sans utiliser les solutions de facilité offertes par l'industrie (engrais et produits de traitement de synthèse), et sans s'enfermer dans le carcan du crédit.

Certains ont également démontré qu'il était possible de vivre sur une surface réduite en transformant au maximum ses produits (au lieu de laisser ce soin à l'industriel qui empêche la plus grosse part), et en brisant les invraisemblables circuits de distributions actuels par la pratique de la vente directe, du producteur au consommateur.

.../...

Le rôle du consommateur dans ce domaine est capital : c'est lui qui par sa détermination sa compétence, son organisation peut aider l'agriculteur à sortir de l'engrenage industriel.

Il reste tout de même des choses à mettre au point sur le plan technique, en particulier le problème de la conversion c'est-à-dire, le passage de l'agriculture classique à l'agriculture "écologique". Quelques personnes sérieuses s'y emploient actuellement avec patience et optimisme et en utilisant des travaux scientifiques classiques qui sont restés au fond des tiroirs de la recherche officielle parce que jugés peu intéressants ou trop gênants, et également bien sûr, à partir des réalisations existantes actuelles.

LA SOLUTION DE LA CONSCIENCE

L'agriculture "écologique" devra également s'organiser, sans tomber dans les aberrations de l'agriculture industrielle, en petites coopératives locales, souples, et efficaces ; transformant les produits des agriculteurs et pratiquant au maximum la vente directe. Le seul pays à avoir fait quelque chose de sérieux dans ce sens est la Suisse.

L'agriculture écologique n'est pas la solution de facilité, c'est la solution de la conscience ; elle permet à l'agriculteur de vivre normalement sur une petite surface en produisant des aliments sains (toutes choses que ne permet pas l'agriculture industrielle), mais elle exige également de lui, un effort de prise de conscience et c'est heureux, car il serait bien triste qu'on y vienne par appât du gain (c'est déjà le cas de quelques uns).

Pour terminer, le problème de la faim dans le monde, que l'agriculture industrielle est loin d'avoir résolu malgré les surproductions, paraît pouvoir être résolu de manière plus adaptée par l'agriculture "écologique" pour les raisons suivantes :

- Elle vise d'abord à augmenter la fertilité du sol et à la maintenir.
- Elle fait appel aux ressources locales (matières organiques, produites sur place).
- Elle respecte les coutumes et traditions locales, et s'en sert comme base de départ.
- Elle ne fait pas appel aux produits de l'industrie que les pays pauvres ne possèdent pas (ou achètent à grands frais).
- Elle permet, si elle est bien menée, des rendements élevés.

Extrait Vent d'Ouest



# CHILI Grève de la Faim au siège des Nations Unies de SANTIAGO

TRENTE PERSONNES ont commencé une grève de la faim au siège des Nations Unies de SANTIAGO du CHILI pour connaître le sort de leurs proches portés disparus, indique le journal du soir "LA SEGUNDA".

Le siège des Nations Unies a fait savoir que ces personnes ont remis des pétitions en ce sens, l'une d'elles étant destinée au Secrétaire Général des Nations Unies, JURT WALDHEIM.

De source gouvernementale, on a su officieusement que cette action est considérée comme une manœuvre "politico-publicitaire". La même source a ajouté que "de tels actes sont commis par des groupes que l'opinion publique connaît et que cherchent la condamnation du pays par l'O.E.A."

Le 14 juin, 30 familles (pour la plupart des femmes) de disparus et prisonniers au CHILI ont investi les locaux des NATIONS UNIES de SANTIAGO, et soutiennent une grève de la faim, afin de connaître le sort de leurs parents et amis.

## le Collectif Chilien et le Comité France Amérique Latine de Nantes

LANCENT UN APPEL à toutes les organisations politiques, démocratiques, humanitaires, culturelles et solidaires en général, afin que celles-ci appuient l'action qui se déroule en ce moment à SANTIAGO du CHILI.

La solidarité internationale pourra éviter la torture et l'emprisonnement de ces familles de disparus, et pourra aussi aider à obtenir la libération des prisonniers et à retrouver les disparus.

C'est en ce sens que nous vous demandons de participer activement en envoyant des télégrammes, des lettres urgentes, en faisant des appels téléphoniques à :

Andrés AGUILAR, O.E.A., Président de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme. (En ce moment, l'OEA est réunie dans l'île de GRENADÉ).

Réunion de l'Organisation des Etats Américains - OEA - SAINT GEORGES - GRENADÉ.

Alejandro ORGILA  
Secrétaire général de l'OEA (même adresse).

Kurt WALDHEIM  
Haute Commission des Nations Unies  
Nations Unies - NEW YORK - USA.

Les trois syndicales Mondiales  
(FSM - CNT - CIOISL).

Général Augusto PINOCHET U.  
Président du Chili.  
Edificio Diego Portales - SANTIAGO - CHILI.

Jose M. EYZAGUIRRE  
Président de la Cour Suprême  
Plaza Mont-Varas - SANTIAGO - CHILI.

Ambassade du CHILI en France  
2, avenue de la Motte Picquet - PARIS 7<sup>e</sup>

Il est possible d'encourager directement les personnes qui manifestent aux Nations Unies avec des télégrammes et appels téléphoniques urgents :

Sede Naciones Unidas : Tel. 48.19.46  
Calle Hammerjolt s/n - SANTIAGO - CHILI

UNICEF : Tél : 28.95.15

Résidence du représentant des Nations Unies ;  
tél : 48.13.32  
SANTIAGO - CHILI

HALTE AUX CRIMES DE DICTATURES !  
SOUTIEN AUX CAMARADES EN GREVE !

VIVE L'UNITE D'ACTION DES FORCES  
PROGRESSISTES.

Collectif Chilien  
Comité France-Amérique Latine.

témoignage sur la

# RENAISSANCE de la C.N.T.

en Espagne. (syndicat anarcho-sindicaliste)



Note préliminaire : La camarade qui a répondu à nos questions tient à préciser qu'elle ne veut pas ici proposer une vision de la C.N.T. Il s'agit plus exactement d'un témoignage fait d'après une expérience en un lieu précis (Saragosse), et à travers l'évolution d'un groupe de copains militants, sur une période de deux ans.

## HISTORIQUE

### A - 1870 - 1922

La C.N.T. (Confédération Nacional des Trabajo = Confédération Nationale du travail) est née officiellement en 1910, mais il faut remonter à 1870 pour dater l'origine de la diffusion des idées libertaires en Espagne, avec la création de la section espagnole de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) représentant 40 000 travailleurs en Espagne, favorable au courant anti-autoritaire (Bakounine) de la 1<sup>o</sup> Internationale.

Malgré la scission des autoritaires en 1872, l'A.I.T. va se développer et s'organiser en Espagne jusqu'en 1885, passant de la "légalité" à la clandestinité au fil des révoltes et de la répression.

L'opposition, dans le mouvement libertaire, entre collectivistes et anarcho-communistes (ces derniers étant partisans du terrorisme), l'échec des grèves générales de 1901 et 1902 allait amener la fin du mouvement anarchiste organisé et le renforcement de l'U.G.T. syndicat parlementaire et réformiste dans les premières années du siècle (1905).

A partir de 1907, l'anarcho-sindicalisme va connaître un renouveau et amener en 1910 la création de la C.N.T. ainsi que la résolution du conflit de tendance évoqué plus haut.

Comptant 30 000 adhérents en 1911, elle va se développer et aller jusqu'à compter 1 000 000 d'adhérents en 1920

malgré la répression, les interdictions successives de la C.N.T. ainsi que les tueurs de la fédération patronale et des syndicats jaunes catholiques, contre lesquels la C.N.T. créera des groupes d'action libertaire rendant coup pour coup.

Après la révolution Russe, la C.N.T. adhéra à la III<sup>o</sup> Internationale pour la quitter en 1922 et rejoindre l'A.I.T.

### B - 1922 - 1936

Après une période de clandestinité due à la dictature de Primo de Rivera (1924), l'année 1927 verra la création de la F.A.I. (Fédération Anarchiste Ibérique), tendance de la C.N.T. refusant l'orientation "réformiste" de certains et luttant contre la possibilité de bureaucratisation du syndicat.

Cette tendance F.A.I. triomphera et amènera l'expulsion des réformistes.

En n'appelant pas à l'abstention pour les élections de 1931, la C.N.T. va contribuer à la chute de la monarchie et à l'installation d'un gouvernement républicain.

Ce gouvernement, favorable aux socialistes et à l'U.G.T. va organiser la chasse aux libertaires, allant jusqu'aux meurtres, réprimant durement les insurrections ouvrières de 1931 et 1932, dans sa politique "d'équilibre" qui consistait autant à juguler la droite qu'à détruire la C.N.T.

L'abstention logique de la C.N.T. aux élections de 1933 va amener la déroute des républicains et mettre en place un gouvernement de droite qui triomphera facilement du soulèvement organisé par la C.N.T. au lendemain des élections.

Le soulèvement des Asturies en 1934, concrétisé par l'alliance C.N.T. / U.G.T. sera un autre échec réprimé sauvagement par l'armée commandée alors par un certain Francisco Franco.

### C - 1936 - 1977

1936 verra la victoire électorale du Front populaire, la C.N.T. n'appelant pas à l'abstention et réclamant l'amnistie des prisonniers de 1934.

La victoire de la gauche allait amener le putsch fasciste du général Franco le 18 juillet 1936 ; si la C.N.T. (environ 1 500 000 adhérents à cette date) eut un rôle important dans l'échec des fascistes en de nombreuses villes et dans la lutte de trois ans qui allait s'engager, elle restera tout au long de la guerre civile, partagée entre la possibilité d'une révolution quasiment réalisée en certaines régions par les travailleurs et la collaboration avec toutes les tendances anti-fascistes qui l'amèneront à participer à plusieurs reprises aux divers gouvernements républicains.

Il est à souligner qu'un des rôles du P.C.E. (Parti Communiste Espagnol) durant la guerre civile sera d'éliminer militairement bon nombre de communes et d'expériences autogestionnaires.

1939 et la victoire de Franco amenaient la dissolution de la C.N.T. qui ne renaîtra clandestinement qu'en 1945, malgré la répression que l'on connaît.

Peu adaptée à la clandestinité, elle maintiendra quand même une présence en Espagne, tout comme le souvenir libertaire en général.

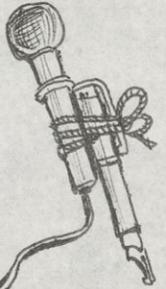
Dans les années 60, le renouveau du mouvement ouvrier et sa soumission aux partis politiques et au "leaderisme" favoriseront la réapparition à la base des tendances anarcho-syndicalistes, réapparition qui se confirmera en 70 avec une participation "à la base" aux nombreux mouvements ouvriers.

Le Congrès des 25 et 26 septembre 1976 consacrera le début de la restructuration de la C.N.T.

Enfin, à Paques 77, un meeting organisé à Madrid par la C.N.T. regroupa 25 000 personnes parmi lesquelles un nombre important de délégations de toute l'Espagne, preuve de la sensibilisation aux idées anarcho-syndicalistes et de l'importance du mouvement de restructuration de la C.N.T.

Sources : "Les anarchistes espagnols et le pouvoir" C.M. LORENZO ; Bulletin C.N.T. A.I.T. N° 1-2-3 de 1977

### Un des interviewers.



Q. Tout d'abord, peux-tu dire de quelle façon la C.N.T. est réapparue ?

R. En ce qui concerne les gens que je connais, ils faisaient partie des C.O.A. avant d'être à la C.N.T.

(C.O.A.) Les Commissions ouvrières autonomes se sont développées à partir du moment où le P.C.E. a pris une place trop importante dans les Commissions Ouvrières.

En désaccord avec les formes d'actions développées par le P.C.E., des ouvriers se sont regroupés spontanément à l'intérieur des entreprises.

Ces groupes ont donné naissance aux Commissions Ouvrières Autonomes qui par la suite se sont coordonnées.

Leur vie a été très brève, il y a eu du y avoir une rencontre importante à Barcelone.

Par rapport au P.C.E. il y avait un autre type de fonctionnement qui s'opérait de manière un peu spontanée et des groupes de réflexion se sont constitués à l'intérieur des usines sur la sexualité, les relations à l'intérieur de l'usine, comment s'opérait la prise de conscience des gens etc....

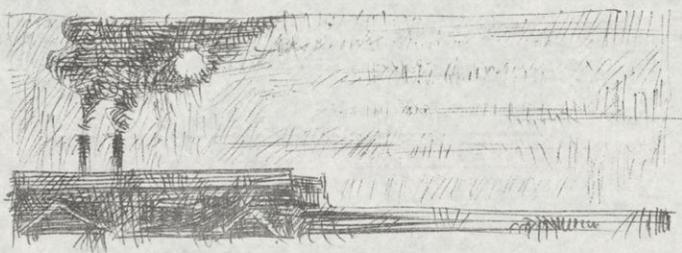
A l'intérieur des C.O.A., les gens se connaissaient, non seulement au niveau de leur travail, mais également en dehors.

Il y avait des relations individuelles très fortes, des relations d'amitié, et on le retrouve à la C.N.T.

Par exemple, les gens que je connais vivent ensemble, ce qui entraîne tout de suite beaucoup plus loin que simplement l'action syndicale.

Q Les problèmes du quotidien sont-ils vécus en extra par rapport aux problèmes syndicaux ou bien sont-ils discutés à l'intérieur des C.O.A. ?

R J'ai participé aux réunions d'un groupe d'usine à Saragossa. Le réseau ainsi formé avait un rôle très important au niveau de l'usine.



Dans les réunions, on posait le problème des relations avec les autres ouvriers, on discutait des points sur lesquels s'opère la prise de conscience des gens, du rendement, des chefs, de ce qui s'était passé dans la semaine.

Quand on a décidé de briser les cadences, la baisse du rendement de façon concertée entre tous les gens, ça ne pouvait se faire que dans la mesure où il y avait un réseau bien établi car ça passait de bouche à oreille.

Le patron connaissait cette forme de réseau de solidarité du groupe, mais il ne savait plus quoi y faire, tandis que par rapport au P.C.E. et au M.C. (Mouvement Communiste), il savait comment s'y prendre, c'était beaucoup plus direct.

Les filles du P.C.E., avec un discours uniquement politique, n'avaient que peu d'impact sur les ouvrières contrairement aux camarades des C.O.A.

Q Comment s'est opérée la rupture entre les gens qui se sont regroupés à la C.N.T. et les "groupuscules" espagnols ?

R Il semble que les groupuscules

aient essayé de mettre la main sur les C.O.A. ce qui a entraîné l'éclatement des C.O.A.

Une partie des gens s'est retrouvée dans les groupuscules et l'autre s'est retrouvée à la C.N.T.

L'éclatement s'est fait récemment quand la C.N.T. a commencé à monter.

Les C.O.A. n'avaient plus de raison d'être.

Q La C.N.T. s'était maintenue clandestinement. Comment expliques-tu son essor brutal ?

R En ce qui concerne la continuation de la C.N.T., il restait des noyaux de vieux de 36, et d'autre part, les gens qui ne se retrouvaient dans aucun parti.

Il s'est trouvé qu'à Barcelone, au moment de l'ouverture, ça s'est regroupé très vite, comme une flambée.

Mais, je ne sais pas exactement comme cela s'est fait. Il y avait certainement des groupes qui étaient restés un peu partout et beaucoup de sympathie.

Mais c'est surtout toutes les aspirations qu'il y avait à prendre en charge, les problèmes du quotidien et une autre pratique politique qui était possible à l'intérieur des autres syndicats ou partis.

En plus, au moment de l'ouverture, ça a été l'éclatement de l'expression politique, une explosion de paroles, la surenchère de tous les



partis pour exister et cela au détriment des autres, ce qui fait que les gens qui voyaient ça de l'extérieur ne s'y retrouvaient pas du tout.

Pour eux, c'était un jeu politique complètement stérile.

Ils se sont retrouvés à la C.N.T.

Q Dans la C.N.T. au niveau de la propagande, le caractère apartidaire, le rejet des partis, est beaucoup plus fort que dans les textes d'avant 36.

Comment l'expliques-tu ?

R Ce point est lié à ce que je viens de dire par rapport à cette explosion d'expression politique.

A un moment, il y a eu 150 partis politiques. Plus personnes ne s'y retrouvait.

De plus, il y a des gens qui ont vécu la guerre civile. Lors d'un regroupement des commissions ouvrières à Zaragosse, en marge de celui-ci il y avait un regroupement des C.O.A. et des gens qui n'étaient nulle part.

Dans ce dernier regroupement, il y a eu des discussions très dures sur le point de savoir s'il devait y avoir des réunions avec les commissions ouvrières de Zaragosse et ça a été de la part de certains vieux anarchistes ouvriers une réaction des tripes disant : "Non ! Plutôt s'allier avec le diable qu'avec des gens comme ça".

C'est un anti-communisme très très fort.



Cette réaction, on la retrouve d'un côté chez ceux qui ont vécu la guerre et qui ont toujours la conviction que s'ils ont perdu c'est à cause des communistes ; ils sont en nombre assez faible et d'autre part aujourd'hui, des ouvriers qui pensent que dans leurs usines, ils se font encore "baiser" par les communistes.

Par exemple, le type de boulot qu'a fait le groupe de Zaragosse dont je parlais au début était récupéré par les filles du P.C.E. dans la boîte, et invalidé complètement ; c'est cette expérience de plusieurs années de difficultés de fonctionnement avec des gens du P.C.E. qui fait que les gens se retrouvent à la C.N.T.

C'est un sentiment plus fort qu'en France.

Je pense qu'il ne faut pas voir le poids de la C.N.T. en tant que syndicat seulement, mais aussi en tant que moyen de sensibilisation à tous les problèmes de la vie quotidienne et l'audience qu'elle a sur les gens, même s'ils ne sont pas à la C.N.T.

Il y a toute une sensibilisation aux problèmes écologiques, à la nouvelle pédagogie, à la psychiatrie, aux formes de luttes comme celles qui ont eu lieu l'année dernière dans les hôpitaux.

La C.N.T. cristallise tout un mouvement.

Q Les bulletins de la CNT font un large écho à toutes ces luttes. C'est de l'opportunisme ou bien ça correspond à quelque chose de réel dans ses préoccupations ?

R Ça correspond à une demande des gens qui se retrouvent maintenant à la C.N.T. Ça correspond à leurs aspirations.



Comme je le disais, la C.N.T. constitue un pôle d'attraction pour des groupes assez autonomes qui s'y retrouvent.

De plus, en ce moment, la C.N.T. se structure par branches. Les copains que je connais, mettent sur pied la branche des arts graphiques par exemple.

Elle regroupe les imprimeurs, les journalistes, les distributeurs de journaux.

En fait, il existe des organisations qui fonctionnent par secteurs et qui rejoignent la C.N.T. Bien plus que des personnes isolées.

Les gens sont déjà organisés sur leur lieu de travail.

